



18.3000

**Motion UREK-SR.
Investitionsanreize
für den langfristigen Erhalt
der Schweizer
Stromproduktionsanlagen**

**Motion CEATE-CE.
Stimuler les investissements
pour maintenir à long terme
les installations suisses
de production électrique**

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 05.03.18
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 11.09.18

Antrag der Mehrheit
Annahme der Motion

Antrag der Minderheit
(Knecht, Brunner, Bühler, Genecand, Muri, Page, Schilliger, Tuena, Wasserfallen Christian)
Ablehnung der Motion

Proposition de la majorité
Adopter la motion

Proposition de la minorité
(Knecht, Brunner, Bühler, Genecand, Muri, Page, Schilliger, Tuena, Wasserfallen Christian)
Rejeter la motion

Le président (de Buman Dominique, président): Vous avez reçu un rapport écrit de la commission.

Marchand-Balet Géraldine (C, VS), pour la commission: La motion 18.3000 charge le Conseil fédéral de faire des propositions pour stimuler les investissements de façon à maintenir la capacité de production électrique indigène. L'hydraulique est particulièrement visée, le nucléaire est exclu. Ces propositions doivent être formulées rapidement pour être étudiées en même temps que la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité, qui sera mise en consultation en 2019.

En étudiant cette motion le 19 juin dernier, votre commission s'est à nouveau posé la question de l'indépendance électrique de la Suisse et du meilleur moyen de la renforcer. Tout d'abord, y a-t-il un risque de black-out électrique en Suisse?

Trois éléments sont à relever:

1. Chaque hiver, il y a effectivement quelques jours critiques qui nécessitent d'importer de l'électricité. Depuis 60 ans, la Suisse compte sur ses voisins pour lui fournir l'électricité qui lui manque, ce qui a, jusqu'à maintenant, bien fonctionné. Nous noterons tout de même que la production allemande est réalisée avec du charbon et du gaz pour près de 50 pour cent; quant à la production française, elle repose sur le nucléaire pour plus de 75 pour cent. Nous devons donc garder en tête que lorsque nous importons de l'énergie d'Allemagne et/ou de France, il y a de fortes chances que cette énergie soit issue du charbon ou du nucléaire.



2. Une autre évolution est inquiétante pour certains. Nous le savons, la Suisse va bientôt devoir se passer du nucléaire, puisque, d'ici à 2050, nos centrales nucléaires, qui fournissent encore 40 pour cent de notre électricité, seront toutes arrêtées. De plus, les mesures environnementales à mettre en place dans les années à venir imposeront une diminution de la production électrique sur certains aménagements.

3. A plus court terme, l'hydraulique suisse est menacée, car elle n'est plus rentable: les centrales à charbon très polluantes et les énergies renouvelables extrêmement subventionnées de certains de nos voisins ont fait plonger le prix européen du kilowattheure en dessous du prix de revient de l'hydraulique suisse. Pour compenser cela, la prime de marché, cette enveloppe de 120 millions de francs par an, permet de financer des projets d'investissement hydraulique et de renouvellement des aménagements existants, qui deviennent, pour certains, vieillissants. Mais celle-ci disparaîtra en 2023.

En plus de représenter près de 60 pour cent de la production électrique suisse, l'énergie hydraulique est indispensable pour assurer le réglage du réseau suisse, car cette énergie est hautement flexible et modulable. Ce réglage permet le maintien permanent de l'équilibre entre la production et la consommation.

Face à ces risques, le Conseil fédéral répond que la situation est complètement sous contrôle. D'après lui, la Suisse ne court aucun risque de rupture d'approvisionnement d'ici 2035. C'est ce que disent deux études importantes de l'EPFZ et de la Commission fédérale de l'électricité. Il faut néanmoins relever que cet état de fait est valable uniquement si on peut toujours s'appuyer sur nos voisins européens en cas de pénurie.

La loi sur l'énergie, dans le cadre de la Stratégie énergétique 2050, prévoit des mesures et des moyens importants pour stimuler le développement de sources d'énergie alternatives. Mais elle n'est entrée en vigueur qu'au 1er janvier dernier, il faut donc lui laisser le temps de déployer ses effets.

La loi sur l'énergie prévoit aussi une vérification, tous les deux ans, de la bonne adéquation entre les ressources et les besoins. A l'occasion du traitement de cette loi, il a été demandé à la fois un soutien pour l'hydraulique et une limitation des subventions: c'est ainsi que nous avons maintenant la prime de marché valable pour cinq ans.

Enfin, pour répondre à la crainte d'un éventuel black-out, une réserve stratégique a été créée pour le cas extrême, et très peu probable, où le nucléaire serait mis à mal en France et en Allemagne, lieux où le nucléaire perd du terrain par rapport au charbon et où les mesures prévues pour déployer de nouvelles sources d'énergie ne seraient pas entrées en vigueur.

Malgré tout ce qui a été fait, cette motion a été largement soutenue par le Conseil des Etats en mars dernier, par 39 voix contre 5 et 1 abstention. Il faut donc s'interroger sur la véritable portée de cette motion.

Au sein de la commission, le débat a été intense. Plusieurs membres ont exprimé de fortes réticences: Pourquoi réfléchir à des propositions pour stimuler des investissements qui risqueraient d'ouvrir la porte à de nouvelles subventions? Pourquoi imaginer de nouveaux soutiens à l'hydraulique alors qu'on pourrait, au lieu de cela, réduire la redevance hydraulique? Une proposition a été déposée dans ce sens mais sans succès. On sait, en effet, qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de majorité politique pour baisser la redevance hydraulique. Une deuxième proposition visait à préciser qu'un tel soutien inclue toutes les énergies renouvelables et pas seulement l'hydraulique: elle n'a pas été retenue au motif que le texte de la motion va déjà dans ce sens.

Enfin, certains, partageant l'opinion du Conseil fédéral, ont estimé que cette motion venait trop tôt puisque les opérateurs électriques peuvent encore répercuter l'entier de leurs coûts de production sur la clientèle captive des particuliers et des petites entreprises, et que de nombreux producteurs d'électricité hydraulique sont aussi propriétaires du réseau, une activité avec laquelle ils gagnent bien leur vie.

Mais, finalement, ce sont d'autres arguments qui ont prévalu, tels que l'indépendance électrique de la Suisse, qui reste un enjeu majeur et le contexte européen, qui est inquiétant et qui peut réserver de mauvaises surprises. Par ailleurs, réfléchir à des propositions n'engage à rien. Libre à nous, parlementaires, de les accepter ou non. Nous pensons qu'il vaut mieux anticiper que de bricoler des solutions dans l'urgence et qu'il faut refuser d'importer, à court et moyen terme, de l'énergie issue du charbon et du nucléaire.

C'est ainsi que votre commission a accepté cette motion par 13 voix contre 10 et 1 abstention, et qu'elle vous recommande d'en faire de même.

AB 2018 N 1236 / BO 2018 N 1236

Grunder Hans (BD, BE), für die Kommission: Wir haben uns hier mit einer Motion zu befassen, die die ständerätliche UREK lanciert hat. Was will die Motion? Eigentlich ist es ein ganz trivialer Auftrag an das entsprechende Departement, im Rahmen der Beratung der Revision des Stromversorgungsgesetzes, die wir in naher Zukunft durchführen werden, Vorschläge – und ich betone das – zu erarbeiten, um die Stromversorgungssicherheit etwas zu erhöhen, und diese dann der UREK und den entsprechenden Gremien als mögliche



Varianten vorzulegen.

Sie wissen – Sie haben es auch schon von meiner Vorrednerin gehört –, dass sich der Bundesrat und das Departement im Moment auf entsprechende Studien und Eckwerte stützen. Diese haben eigentlich zwei Pfeiler, nämlich einerseits den zweiten Schritt der Strommarkliberalisierung. Diesen haben wir hier ja auch unterstützt, und er ist sicher richtig. Der zweite Pfeiler ist das Stromabkommen mit der EU. Wir wissen alle, dass dieses Dossier seiner Lösung harrt. Wie lange das noch geht, können wir im Moment nicht sagen. Die Verhandlungen mit der EU stocken, und wir wissen deshalb nicht genau, wohin die Reise geht. Unter dieser Annahme gehen aber der Bundesrat und das Departement davon aus, dass die Versorgungslücken – vor allem im Winter haben wir ja solche – mit Importen geschlossen werden können. Der Bundesrat geht auch davon aus, dass auch in Zukunft genügend Strom importiert werden kann, das heisst, er geht davon aus, dass die Länder, aus denen wir importieren wollen, auch bereit sind, Strom zu exportieren. Die Mehrheit der UREK-NR und natürlich auch die UREK des Ständerates setzen gewisse Fragezeichen, ob das in Zukunft wirklich noch so sein wird.

Der Bundesrat stützt sich im Übrigen aber auch darauf – und das ist grundsätzlich richtig –, dass die Energiestrategie 2050 da ist und dass im Rahmen dieser Energiestrategie Massnahmen beschlossen wurden, die entsprechend umgesetzt werden sollten. Ob die Ziele erreicht werden, wissen wir noch nicht. Wir wissen aber, dass wir in den nächsten zwanzig bis dreissig Jahren schrittweise aus der Kernenergie aussteigen. Das heisst, dass schon rein von dort her 40 Prozent der heutigen Versorgung, die aus AKW-Strom kommen, wegfallen. Dann sind wir bei diesen 60 Prozent, die heute durch Wasserkraft und andere erneuerbare Energien gedeckt werden. Aber wir wissen auch, dass es in den nächsten Jahren, bis etwa 2050, einen wahnsinnig grossen Bedarf an Investitionen in die Wasserkraft gibt. Es gibt fundierte Studien, insbesondere eine im Rahmen der Interpellation Lehmann 14.3501, "Erneuerung der Wasserkraftwerke. Müssen Ziele der Energiestrategie angepasst werden?", die der Bundesrat auch entsprechend gewürdigt hat. Man spricht von etwa 30 Milliarden Franken, die investiert werden müssen.

Worum geht es also? Es geht um nicht mehr und nicht weniger als darum, dass wir eben auch Alternativen haben, wenn die aus der Sicht der Kommissionsmehrheit doch etwas optimistischen Annahmen des Bundesrates oder des Departementes nicht eintreffen. Es ist auch eine zentrale Frage – und da schaue ich zur SVP rüber –, ob wir einen gewissen Eigenversorgungsgrad erreichen und eine gewisse Versorgungssicherheit gewährleisten wollen. Wenn das der Fall ist, dann ist es wichtig, dass wir jetzt den Bundesrat beauftragen, andere Modelle zu erarbeiten, damit die Grundlagen da sind und im Rahmen des Stromversorgungsgesetzes diskutiert werden können.

Der Ständerat hat die Motion mit 39 zu 5 Stimmen angenommen. Die UREK-NR empfiehlt Ihnen mit 13 zu 10 Stimmen ebenfalls, die Motion anzunehmen.

Ich bitte Sie, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Schilliger Peter (RL, LU): Herr Kollege Grunder, Sie haben von Möglichkeiten im Bereich von Investitionsanreizen gesprochen. Anreiz auf Bundesebene heisst Geld verteilen, das wissen Sie ebenso gut wie ich. Sehen Sie darin auch Verpflichtungen? Soll diese Wasserkraft, die mit Geld unterlegt wird, das Wasser so lange sparen, bis wir im Februar oder im März einen Versorgungsengpass haben? Oder sehen Sie die Unterstützung einfach als Dauerbrenner?

Grunder Hans (BD, BE), für die Kommission: Ich bin der Meinung, dass entsprechende Modelle dann auch entwickelt werden müssen, damit die Wasserversorgung – nein, nicht die Wasserversorgung, entschuldigen Sie bitte; das Problem der Wasserversorgung haben wir im Moment auch, ich bin Präsident einer Wasserversorgungsgenossenschaft –, damit die Stromproduktion aus Wasserkraft eben auch als das postuliert wird: Im Winter, wenn wir Engpässe haben, muss dieser Strom zur Verfügung gestellt werden.

Knecht Hansjörg (V, AG): Die am 12. Januar dieses Jahres einstimmig beschlossene Kommissionsmotion der UREK-SR verlangt ja vom Bundesrat, im Rahmen der Revision des Stromversorgungsgesetzes Vorschläge zu unterbreiten, um Investitions- oder Reinvestitionsanreize für den langfristigen Erhalt der Schweizer Stromproduktionsanlagen, insbesondere der Wasserkraft, zu schaffen. Die Kernenergie wäre davon ausgenommen. Namens der Minderheit empfehle ich Ihnen, diese Motion abzulehnen. Die Subventionen im Energiegesetz für die Grosswasserkraft sind auf fünf Jahre befristet und werden im Jahr 2023 auslaufen. Mit dieser Motion – und das kann man so sagen, die Stossrichtung ist klar – soll die Subventionierung fortgesetzt werden, es soll noch mehr Subventionen geben, und dies ohne Kernkraft. Man hat gesehen, dass die Konzerne auf relativ hohem Niveau jammern. Aus meiner Sicht braucht es diese Massnahmen nicht. Diese Motion wäre zu verpflichtend. Darum bitte ich Sie im Namen der Minderheit, die Motion abzulehnen.



Leuthard Doris, Bundesrätin: Der Bundesrat bittet Sie auch, wie die Minderheit Ihrer Kommission, die Motion abzulehnen. Ich bin auch der Meinung: Wenn die Motion verlangt, man solle Investitions- und Reinvestitionsanreize schaffen, sind dies einfach Förderungen, Subventionen. Wir haben mit der Energiestrategie 2050 zugebaut und gesagt, dass das, was durch die Kernkraft wegfällt, an erneuerbarer Energie zugebaut wird. Dafür haben Sie die Mittel bereitgestellt, das Volk hat dies so angenommen, und wir sind auf Kurs. Zusätzliches ist also nicht nötig.

Wenn Zusätzliches verlangt wird, muss ich auch darauf hinweisen, dass Sie – weil die Strompreise in Europa in den vergangenen Jahren schlecht waren und einige Betreiber ihre produzierte Energie am Markt nicht kostendeckend verkaufen konnten – zusätzlich für die Grosswasserkraft, für unrentable Werke, für die Dauer von fünf Jahren eine Marktprämie von 120 Millionen Franken pro Jahr beschlossen haben. Das greift jetzt: Ab diesem Jahr stehen die Mittel zur Verfügung. Sie haben zusätzlich für die Wasserkraftanlagen unbefristet Investitionsbeiträge beschlossen. Diese betreffen insbesondere Zubauten und Erneuerungen an Anlagen. Sie sind auch Investitionsanreize, die zur Verfügung stehen und in der Phase von tieferen Strompreisen helfen. Das haben Sie einlässlich studiert und diskutiert, und es wurde so beschlossen.

Jetzt kommen Sie und wollen noch mehr, dies in einer Phase, in der sich der Strommarkt nachweislich erholt hat. In den letzten zwei Jahren sind die Strompreise in Europa um 25 Prozent gestiegen. Das heisst, wir bewegen uns, gerade bei der Wasserkraft mit ihren durchschnittlichen Gestehungskosten von 5 bis 6 Rappen pro Kilowattstunde, langsam im Feld eines nachhaltigen Preisniveaus. Der Markt beginnt wieder zu spielen. Deshalb verstehe ich jetzt Ihre Forderung – Sie kommen wieder darauf zurück, Sie wollen trotzdem nochmals Anreize, Förderungen, sprich Subventionen – nicht. Sie widerspricht der Marktsituation.

Im Rahmen der Revision des Stromversorgungsgesetzes, die wir Ihnen vorlegen werden, haben Sie die Möglichkeit, jederzeit bestehende Förderungen zu verlängern oder auszubauen, falls es nötig sein sollte. Im Moment bestehen aber keine Anhaltspunkte, dass sich die Situation wieder verändert. Eigentlich muss jetzt der Markt wieder spielen.

Herr Nationalrat Gruner, es ist schon nicht ganz so, wie Sie gesagt haben: Was die Versorgungssicherheit betrifft, hat die ETH die Situation studiert und gesagt, wir hätten kein

AB 2018 N 1237 / BO 2018 N 1237

Versorgungsproblem. Sogar bei krassen – krassen! – Extremsituationen hätten wir höchstens im Winter für wenige Tage einen Versorgungsengpass oder ein Versorgungsrisiko. Wir werden Ihnen mit dem Stromversorgungsgesetz vorschlagen, wie man sich da absichern kann. Es geistert immer herum, wir würden eine Importstrategie fahren. Das ist falsch, das macht der Bundesrat nicht. Seit Langem haben wir völlig normale Importe für den Wärmebereich wie auch für die Industrie. Diese perpetuieren wir, wir bauen sie nicht auf. Aber mit der Marktöffnung haben wir auch eine bessere Absicherung, weil dann bessere Bedingungen herrschen, eine Wahlmöglichkeit für die Konsumenten besteht und die verschiedenen Marktteilnehmer gleich lange Spiesse haben.

Ich bitte Sie deshalb, die Kommissionsminderheit zu unterstützen, weil die Investitionsanreize bereits vorhanden sind, keine neuen nötig sind und die Preise sich am Markt positiv entwickelt haben – gerade für die Wasserkraft.

Le président (de Buman Dominique, président): La commission propose d'adopter la motion. Une minorité Knecht et le Conseil fédéral proposent de la rejeter.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 18.3000/17349)

Für Annahme der Motion ... 102 Stimmen

Dagegen ... 92 Stimmen

(1 Enthaltung)